

Avis adopté

Séance plénière du 26 mars 2025

Nos modèles productifs face aux enjeux de transformation : quels défis pour l'avenir ?

Déclaration du groupe CFE-CGC

La CFE-CGC affirme qu'une industrie durable et souveraine est indispensable à notre pays.

Depuis trop longtemps, la France a fait le choix de sacrifier son industrie au profit d'une économie de service. Elle est la seule en Europe, l'Allemagne ou l'Italie ayant réussi à préserver un tissu industriel puissant.

Le vieillissement de la population exige de développer des services en particulier en santé et accompagnement de la dépendance. Mais les gains de productivité indispensables au financement de ceux-ci ne sont possibles qu'avec une industrie forte.

La réindustrialisation du pays exige des processus écologiquement vertueux, passant par l'écoconception et le recyclage. Elle demande aussi une énergie électrique compétitive en s'appuyant sur une juste complémentarité entre centrales nucléaires et énergies renouvelables.

Les tensions géostratégiques exigent de retrouver une capacité à produire sur le sol national ou européen des produits indispensables à notre vie quotidienne, à notre sécurité ou à notre santé collective.

La CFE-CGC considère que le retour des usines sur le territoire est un moyen de réduire les fractures géographiques, sociales et politiques. L'efficacité de cette réindustrialisation demande une plus grande implication des régions, dans le cadre d'une politique industrielle nationale, pour trouver les compromis entre les exigences environnementales et le besoin de foncier pour ériger des usines.

La CFE-CGC estime que cette reconquête exige des efforts de tous. Une politique publique européenne ciblée sur la souveraineté avec :

- un engagement de commande publique vers les entreprises européennes en priorité ;
- une protection des entreprises européennes d'une concurrence mondiale déséquilibrée, voire déloyale ;
- un fléchage de l'épargne privée fiscalement accompagnée (type assurance vie ou PER, en France) vers les entreprises européennes ;

Par ailleurs :

- Les entreprises doivent rendre des comptes sur l'utilisation des aides qui leur sont offertes : celles-ci doivent être conditionnées à des engagements et des résultats environnementaux et sociaux ;
- Les grands donneurs d'ordre doivent s'assurer de la résilience de leur chaîne d'approvisionnement et soutenir les entreprises plus petites de leur filière ;
- Les citoyens doivent accepter des usines à côté de chez eux et de mobiliser leur épargne au service de projets industriels ;
- Les salariés doivent avoir envie de travailler dans les bureaux d'étude et les usines et le retour en grâce des formations techniques et scientifiques est essentielle.

Depuis 2012 et le rapport GALLOIS, les études, rapports se sont multipliés pour faire le diagnostic et proposer les solutions. L'avis du CESE, très bien fait, est un élément de plus qui confirme que la société civile partage ces analyses et ces propositions. La CFE-CGC votera cet avis. Il s'agit maintenant de passer à l'action, en mobilisant toutes les forces vives de la nation, des décideurs politiques, aux citoyens en passant par les entreprises et les salariés.